

s'en tenir à ce que publient les journaux et revues et aux rapports succincts que présente le ministre à l'occasion. Grâce à des recoupages, ils tâchent de se faire une assez bonne idée de la situation mondiale.

Il est une chose qui m'a particulièrement frappé dans l'exposé du ministre: il entend rester ferme en face des tentatives soviétiques en vue de désarmer, si je puis m'exprimer ainsi, les puissances occidentales et de les amener à s'adoucir et à relâcher leur vigilance, et peut-être de la sorte fournir d'autres occasions à la volonté d'agression du communisme russe. Je félicite le ministre de ce qu'il nous a dit à ce propos et de l'attitude qu'il a adoptée en cette matière. Nous ne manquons pas d'insister pour dire que, dans l'intérêt de la paix et de la liberté, cette attitude doit être maintenue.

Les questions qu'on nous a invités à étudier aujourd'hui et aussi ce qu'ont dit certains préopinants m'amènent donc à formuler quelques remarques sur les affaires étrangères. Je ne traiterai pas tous les sujets que cette question embrasse. D'autres députés de notre groupe auront sans doute l'occasion de participer au débat. Le député de New-Westminster y participera, lui qui a eu l'avantage d'assister, l'automne dernier, à la session des Nations Unies et de faire partie de la délégation près la conférence de l'OTAN. Je lui laisse donc le soin d'examiner ces deux questions.

La conjoncture internationale nous rappelle que la menace du communisme est toujours présente. Il s'est dit et écrit beaucoup de choses sur la transformation de la politique interne de la Russie. Cela nous intéresse sans doute, mais pas autant que la transformation apparente de la politique étrangère de la Russie. On a parlé aujourd'hui du régime de fer de Staline. Nous savons tous la main de fer qu'il faisait peser sur l'économie et la politique de la Russie. Nous pouvons croire qu'il y a eu adoucissement et que la liberté y est plus grande. Mais, encore une fois, je me permets d'en douter.

La manière, la stratégie, diffère peut-être un peu, mais, comme en témoignaient des événements tout récents, le régime dur du communisme vit toujours dans l'Union soviétique. On parle de coexistence. Pour les communistes, le mot veut dire le refus de l'existence à ceux qui ne sont pas d'accord avec eux.

On a souri au lieu de froncer les sourcils, mais nous ne pouvons pas trop compter là-dessus pour conclure à un changement fondamental de la politique de l'Union soviétique. Nous reviennent à la mémoire certaines des déclarations assez récentes de la part de M. Krouchtchev notamment. J'ai ici un exemplaire du Bulletin de l'OTAN en date du 1<sup>er</sup> juin 1956. J'y trouve un extrait d'une

[M. Patterson.]

déclaration de Krouchtchev cité par lord Ismay. En voici le passage pertinent:

Comme nous serions tous heureux si nous pouvions croire que ces changements de tactique s'inspirent d'un changement qui vient vraiment du cœur, mais aurions-nous raison de fonder nos plans là-dessus? M. Krouchtchev nous a fourni lui-même la réponse il n'y a pas très longtemps. Voici ce qu'il a dit: "L'Ouest dit que les dirigeants soviétiques sourient mais que leurs actes ne correspondent pas à leurs sourires. Je tiens à leur assurer que ces sourires sont sincères. Ils ne sont pas artificiels. Nous désirons vivre en paix. Mais si quelqu'un pense que nos sourires signifient que nous renions les enseignements de Marx et de Lénine ou que nous abandonnons notre voie communiste, il se fait alors des illusions.

En juxtaposant cela aux sourires qui nous ont été prodigués de temps à autre, je pense que nous ferions bien de nous rappeler les fronts plissés et de nous souvenir qu'en fin de compte le grand dessein du communisme n'a pas changé le moins.

On a dit, et je crois que c'est vrai, que dans une très grande mesure la guerre froide a pris une allure économique et politique. Ce qui me déplaît dans ce point de vue c'est que l'on soutient parfois que la politique a changé, que les Soviets ont modifié leur programme, qu'ils n'ont plus les mêmes desseins et qu'ils vont maintenant recourir à des mesures économiques et politiques et non plus à des moyens militaires. Je reconnais volontiers qu'ils se servent de ces facteurs économiques et politiques de la guerre froide. Cependant, je ne pense pas qu'ils aient renoncé à leur idée, à leur intention et à leur détermination de recourir à la guerre chaude et aux moyens militaires afin de parvenir à leurs fins s'ils ne peuvent y parvenir autrement.

Nous avons lu récemment avec le plus grand intérêt le récit des événements tels qu'ils se sont produits dans diverses nations satellites des Soviets. Nous constatons que, dans les divers pays, notamment dans le monde libre, les partisans et sympathisants communistes ont du mal à élaborer des notions et des plans qui correspondent aux concepts tortueux des Soviets et du Kremlin. Toutefois, comme l'a signalé le ministre ce matin, ils semblent s'adapter. Leur allégeance les rattache encore au Kremlin plutôt qu'à leur pays de résidence. D'où les nouvelles sur les émeutes de Poznan. J'ai sous la main un article,—je n'en donnerai pas lecture,—où l'on parle du malaise et de l'agitation dans les États baltes. J'en ai un autre au sujet de la situation au Tibet; il provient du *Citizen* d'Ottawa, numéro du 31 juillet et en voici un extrait:

Des nouvelles émanant du Tibet signalent aujourd'hui que des tribus de Tibétains rebelles ont massacré une délégation de plusieurs centaines de communistes chinois après que des pourparlers de paix eurent dégénéré en querelle.